



caf.fr

**POUVOIR ADJUDICATEUR
(ORGANISME CONTRACTANT)**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC)

CAF DES HAUTS-DE-SEINE
70-88 RUE PAUL LESCOP
92023 NANTERRE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

OBJET DE LA PROCÉDURE ADAPTÉE N° 01/2026

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIVE A
DES TRAVAUX SUR LES DEUX ASCENSEURS DU
SIEGE SOCIAL DE LA CAF DES HAUTS-DE-SEINE
À NANTERRE**

MARCHE PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-3 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 21/01/2026

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES – AUTRES INTERVENANTS.....	4
1.1 – PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.2 – AUTRES INTERVENANTS QUE LES PARTIES.....	4
ARTICLE 2 : OBJET	5
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES	6
3.1 : REGLEMENTATION	6
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHE	6
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
4.1 : PIECES PARTICULIERES.....	7
4.2 : PIECES GENERALES.....	7
4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE.....	8
ARTICLE 6 : DEMARRAGE DE LA MISSION	8
ARTICLE 7 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	9
7.1 : ELEMENTS DE MISSION.....	9
7.2 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	9
7.2.1 : Diagnostic – état des lieux (DIAG)	9
7.2.2 : Avant-projets (AVP).....	10
7.2.3 : Etudes de projet (PRO).....	10
7.2.4 : Assistance Contrat de Travaux (ACT)	11
7.2.5 : Visa.....	12
7.2.6 : Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)	13
7.2.7 : Assistance aux Opérations de Réception (AOR).....	13
ARTICLE 8 – ORDRES DE SERVICE	14
8.1 – ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	14
8.2 – ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OEUVRE.....	14
ARTICLE 9 : DELAIS.....	15
9.1 – DELAIS PREVISIONNELS GENERAUX	15
9.2 – DELAIS DE PRESENTATION DES LIVRABLES	15
9.3 – DELAIS DE VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE DES ENTREPRISES	16
9.4 – PROCES VERBAUX DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	16
9.5– PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	17
ARTICLE 10 : DECISIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.....	17
ARTICLE 11 : REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE	18
ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX	18
ARTICLE 13 – AVANCE – ACOMPTE – SOLDE	19
13.1 – AVANCE	19
13.2 – ACOMPTE.....	19
ARTICLE 14 : LIQUIDATION DES DEPENSES.....	20
14.1 : REMISE DES DECOMPTES	20
14.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	20
14.3 : MODALITES DE PAIEMENT	20
14.4 : TAXES	20
ARTICLE 15 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	20
ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE.....	21
16.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE.....	21
16.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS	22
ARTICLE 17 : PÉNALITÉS.....	23
ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	25

SOMMAIRE suite

ARTICLE 19 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	25
ARTICLE 20 : ASSURANCE.....	26
ARTICLE 21 : RESILIATION	26
ARTICLE 22 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	27
ARTICLE 23 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	27
ARTICLE 24 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL.....	27
ARTICLE 25 : LANGUE	28
ARTICLE 26 : LITIGES	28
ARTICLE 27 : DEROGATIONS	28

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES – AUTRES INTERVENANTS

1.1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine, (Caf 92), dont le siège social est situé au : 70-88, rue Paul Lescop -92023 NANTERRE CEDEX, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur » ou « le Maître de l'Ouvrage ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la Caf des Hauts-de-Seine sera représentée par son Pôle Immobilier.

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire du marché, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire » ou « le maître d'œuvre ». Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d'œuvre.

1.2 – AUTRES INTERVENANTS QUE LES PARTIES

Le maître d'ouvrage sera également assisté pour cette opération d'un contrôleur technique et d'un coordonnateur SPS, lesquels sont en cours de désignation ; leurs noms seront communiqués ultérieurement au Maître d'œuvre.

a) Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique seront les suivantes :

- ☒ **LP**, Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement neufs dissociables et indissociables ;
- ☒ **LE**, Solidité de l'existant
- ☒ **SEI**, Sécurité des personnes dans les établissements recevant du public ;
- ☒ **HAND**, Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées ;
- ☒ **F**, Fonctionnement des installations

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongée.

Le maître d'œuvre devra fournir au contrôleur technique toutes les informations ou documents nécessaires à l'exécution de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de ce dernier.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

b) Coordination SPS

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le maître d'œuvre devra communiquer au coordonnateur tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission pendant la phase de conception des ouvrages, pendant la préparation des marchés et pendant le déroulement des travaux jusqu'à réception et y compris la levée des réserves. Le coordonnateur aura accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et sera destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) fixe les conditions du marché que le Maître de l'ouvrage confie au Titulaire, qui l'accepte, pour une **mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux à réaliser sur les deux ascenseurs du siège social de la Caf des Hauts-de-Seine sis 70/88 rue Paul Lescop à Nanterre (92000)**.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation.

L'enveloppe financière affectée aux travaux est arrêtée à la somme **de 230 000 € TTC au mois de février 2026, dit « mois de référence »**. Cette enveloppe constitue le montant maximal que le maître d'ouvrage s'engage à consacrer à l'exécution des travaux, hors honoraires de maîtrise d'œuvre, des études complémentaires, des frais de contrôle technique, de coordination SPS et de prime d'assurance dommage-ouvrage. **Le maître d'œuvre s'engage à concevoir l'ouvrage dans le respect de cette enveloppe, avec un seuil de tolérance maximal fixé à 8%.**

L'objectif est un démarrage des travaux fin 2026/début 2027.

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

NB. Un repérage amiante avant travaux (RAAT) portant sur la gaine et les équipements de l'ascenseur est en cours de réalisation à la date de lancement de la consultation. Le dossier technique Amiante de l'immeuble est en revanche fourni au stade de la consultation.

Le marché de maîtrise d'œuvre ne sera notifié qu'après réception des résultats du RAAT, lequel sera transmis au titulaire lors de la notification.

Le programme de l'opération est susceptible d'évoluer au regard des conclusions du RAAT, s'il met en évidence la présence d'amiante dans le périmètre des travaux ; cela pourra conduire à une adaptation des études, des solutions techniques retenues, du coût prévisionnel des travaux et du calendrier de l'opération.

Après notification du marché et prise en compte des conclusions du RAAT dès la phase AVP par le maître d'œuvre, celui-ci proposera au maître d'ouvrage les adaptations nécessaires pour intégrer les données relatives à la présence d'amiante. Le maître d'ouvrage, après examen de ces propositions, déterminera si ces adaptations excèdent le périmètre initial des missions. Dans ce cas une modification des missions et, le cas échéant, de la rémunération pourra être formalisée par avenant.

Le budget prévisionnel de l'opération fixé à 230 000 € TTC sert de référence pour l'élaboration des études. Les dépassements éventuels liés à des contraintes non connues à la date de consultation, notamment la présence d'amiante révélée par le RAAT, ne sont pas compris dans la marge de 8 % et feront l'objet d'un ajustement contractuel via avenant au marché.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES

3.1 : REGLEMENTATION

Le marché est passé par le Pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, en application de l'article L124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique.

Il est conclu après procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 et du 1° de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Maîtrise d'œuvre (C.C.A.G. MOE) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHE

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché de services.

Conformément à l'article L.2113-10 du code la commande publique, le marché n'est pas alloti car l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties.

4.1 : PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'Acte d'engagement, signé par le candidat pour la procédure référencée PA n° 01/2026, également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P n° 01/2026) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- le programme fonctionnel et technique de l'opération en date du 21/01/2026 et ses annexes.
- les éventuels avenants ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- l'offre technique du Titulaire, ainsi que d'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission si l'offre a été déposée par un groupement ;

4.2 : PIECES GENERALES

- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique ;
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
 - l'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Maitrise d'œuvre (C.C.A.G. MOE) (arrêté du 30 mars 2021);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Travaux (C.C.A.G. travaux) (arrêté du 30 mars 2021);
- Les normes et règlements en vigueur.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché et qui ne figureraient pas dans les pièces listées à l'article 4.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine, pour la durée de la mission telle qu'elle est définie au marché. Un ordre de service sera adressé au maître d'œuvre pour le démarrage de chaque élément de mission.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, soit un an à compter de la date de réception constatée par procès-verbal. Durant ce délai, le maître d'œuvre assure le suivi technique et la vérification de l'exécution des réserves constatées lors de la réception. Toute prolongation de la mission au-delà de ce délai fera l'objet d'un avenant spécifique précisant les prestations et la rémunération correspondante.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du Maître d'œuvre par le Maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

À titre indicatif, la durée prévisionnelle d'exécution des prestations objet du présent marché est de 18 à 24 mois, y compris les prestations pendant la période de parfait achèvement. Cette durée prévisionnelle n'est pas contractuelle.

ARTICLE 6 : DEMARRAGE DE LA MISSION

À l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 10 jours suivant la notification du marché, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment de :

- transmettre au maître d'œuvre tous les documents nécessaires à la parfaite connaissance du dossier et de présenter les différentes personnes associées au projet au sein de la maîtrise d'ouvrage.
- de définir une méthodologie et une organisation de travail entre les parties, et notamment (modalités et fréquence d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage) ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu établi par le maître d'œuvre, adressé sous 48 heures au Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 7 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

7.1 : ELEMENTS DE MISSION

Le marché prévoit une mission de maîtrise d'œuvre selon le titre III du livre IV du code de la commande publique et son annexe 20 (Arrêté du 22/03/2019) comprenant les éléments de mission relatifs à l'annexe II, hors études d'exécution (alinéa 5).

La mission de base confiée au Maître d'Œuvre comprend les éléments suivants :

- DIAG - Diagnostic/Etat des lieux
- AVP - Avant-Projet (sommaire et définitif : au regard du niveau de complexité de l'opération envisagée, le maître d'ouvrage choisit de regrouper en une seule phase « avant-projet », l'avant-projet sommaire et l'avant-projet définitif),
- PRO – Projet,
- ACT - Assistance passation des Contrats de Travaux,
- VISA – Visa des études d'exécution.
- DET - Direction de l'Exécution des marchés de Travaux,
- AOR - Assistance aux opérations de Réception, et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

À chaque phase de la mission, le Maître d'œuvre devra conseil, assistance technique et économique au Maître d'Ouvrage.

Le contenu de chaque élément de mission à réaliser est détaillé ci-après.

7.2 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

7.2.1 : Diagnostic – état des lieux (DIAG)

La mission de maîtrise d'œuvre comprend notamment une phase de diagnostic **afin de déterminer la solution la plus pertinente entre modernisation, rénovation lourde ou remplacement complet.**

Cette phase comprend :

- diagnostic approfondi des ascenseurs existants, incluant l'analyse technique, réglementaire, économique et d'exploitation.
- Prise en compte des activités des services, des prestataires ainsi que de la sollicitation attendue des appareils compte tenu de l'affluence dans l'immeuble.
 - Définition des caractéristiques et dispositifs en vue d'assurer et d'optimiser le service attendu, le confort d'utilisation et la pérennité des futurs appareils suivant leurs différents usages (priorisation d'appel, remontée d'alarme technique...).
- Évaluation des contraintes d'accès et des points sensibles pour la continuité de service durant les travaux.
- Identification des éléments d'implantation et des équipements existants nécessaires à la conception du nouveau projet.

- Vérification de la faisabilité technique des travaux et avis à titre indicatif sur l'enveloppe financière du maître d'ouvrage.
- Remise d'un rapport comprenant les conclusions de l'audit et les préconisations de la MOE.

7.2.2 : Avant-projets (AVP)

Les études d'avant-projet permettront de renseigner le maître de l'ouvrage sur la condition de réalisation de l'opération. Les livrables devront couvrir l'ensemble des attendus, avec un niveau de précision suffisant pour permettre la validation technique, fonctionnelle, réglementaire et financière du projet. Elles ont pour objet de :

- Définir les caractéristiques techniques des futurs appareils et de leurs équipements.
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du diagnostic ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'accessibilité.
- Préciser un calendrier de réalisation et, suivant un phasage de façon à maintenir en service un ascenseur sur deux.
- Etablir une estimation du coût prévisionnel des travaux.
- Etablissement d'un pré-phasage des travaux avec prise en compte de l'activité du site et des contraintes de continuité de services.

Dans le cadre de ces études d'AP, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

Livrables attendus :

Une note de synthèse comprenant :

- Formalisation graphique de la solution technique préconisée,
- Plans d'implantations à l'échelle 1/100,
- Coupes et élévations,
- Schéma de principe,
- Descriptif détaillé des équipements ;
- Modalités de dépose de l'existant,
- Contraintes techniques et réglementaires,
- Planning prévisionnel de réalisation des travaux.
- Estimation du coût prévisionnel définitif des travaux (+/- 8%, niveau APD)
- Compilation des comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission ;

7.2.3 : Etudes de projet (PRO)

Les études de projet fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projets approuvés par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- ☒ Déterminer l'implantation et l'encombrement des équipements,

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

- ☒ Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- ☒ Etablir un coût prévisionnel des travaux décomposés sur la base d'un avant métré ;
- ☒ Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- ☒ Déterminer le délai global de réalisation des travaux.

Livrables attendus :

- Plans d'implantation des nouveaux équipements
- Plans second œuvre pour les paliers ascenseurs
- Plans de reprise de la structure
- Notes de calculs pour la reprise de la structure ;
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.
- Documents écrits
- Rédaction des cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essais et d'épreuves.
- Présentation du coût prévisionnel des travaux ; **si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre excède le seuil de tolérance de l'enveloppe budgétaire, le maître d'ouvrage peut refuser les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre ses études sans coût supplémentaire, jusqu'à atteindre un projet compatible avec ladite enveloppe.**
- Note justificative des éventuels écarts de coûts avec la phase antérieure.
- Compilation des comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions prises à ce stade de la mission ;
- Suivi et mise à jour du calendrier général prévisionnel de l'opération ;
- Etablissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés le cas échéant par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.

7.2.4 : Assistance Contrat de Travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, a pour objet :

- **1. d'établir les pièces techniques (CCTP)** des contrats de travaux du DCE définissant les caractéristiques techniques du matériel (portes palières et cabines/moteur/armoire de manœuvre, travaux de maçonnerie, peinture, reprise des seuils, électricité, ventilation...) en vue de garantir la fiabilité des appareils sur une base d'éléments techniques objectifs.

Le maître d'œuvre rédige, regroupe et collecte les pièces suivantes :

- Le ou les CCTP,
- Les plans et pièces écrites élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant au niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour la consultation.
- Cadres de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Les autres documents du DCE sont établis par le maître d'ouvrage (CCAP, Règlement de la consultation, après avis du Maître d'œuvre sur la pertinence des critères et leur pondération).

Le maître d'œuvre s'assure de la cohérence de l'ensemble avant l'envoi à publication par la MOA.

- **2. d'analyser les candidatures et les offres des entreprises**, et s'il y a lieu les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparatif proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;

Le rapport est établi selon la trame transmise par le maître d'ouvrage, ou à défaut selon la trame déterminée par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre identifie les offres irrégulières, en raison de leur non-conformité aux pièces techniques du DCE. Il propose une notation des offres régulières selon les critères de choix indiqués dans la publicité et/ou le règlement de consultation. Le cas échéant, ce rapport est remis à jour suite aux éventuelles régularisations et négociations conduites par le maître d'ouvrage.

Si, à l'issue de la consultation des entreprises, le montant des offres jugées recevables excède de plus de **10 %** le coût prévisionnel des travaux arrêté par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est tenu :

- d'analyser les causes de cet écart ;
- de proposer, **sans rémunération complémentaire**, toute mesure d'optimisation technique ou économique permettant de ramener le coût des travaux dans l'enveloppe financière définie par le maître d'ouvrage, sans altération des objectifs fonctionnels du programme ;
- le cas échéant, de proposer les adaptations du projet nécessaires à la relance de la consultation.

Les obligations ci-dessus ne sauraient être assimilées à une garantie du coût des travaux, lequel demeure dépendant des offres des entreprises et du contexte économique.

- **3. de préparer les mises au point nécessaires** pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

7.2.5 : Visa

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises. L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entrepreneurs. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Prestations et documents à remettre :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre ;
- Etablissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;

- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux ;
- Arbitrages techniques relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par les entrepreneurs

7.2.6 : Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)

La direction de l'exécution des marchés de travaux incombe au Maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

La Direction de l'Exécution des marchés de travaux a ainsi pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne comportent ni erreur ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décompte mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acompte, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

7.2.7 : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA) soit un an à compter de la date de réception, a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement. Au cours de cette visite, à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques éventuelles du contrôleur technique. La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre

- de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le maître d'œuvre établit le dossier des plans généraux de l'ouvrage mis à jour, aux mêmes échelles que ceux délivrés dans la cadre du dossier PRO. Le dossier devra être établi en 2 exemplaires papier et en 1 version numérique.

ARTICLE 8 – ORDRES DE SERVICE

8.1 – ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner date certaine.

8.1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission).
- **Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre.**
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

8.1.2 – Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours calendaires ; le délai courant à compter de la date de réception de l'ordre de service.

8.2 – ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OEUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les projets d'ordres de service à destination des entrepreneurs, puis de les transmettre au maître d'ouvrage pour mise en forme et engagement comptable. Ces ordres de service seront ensuite transmis signés en trois exemplaires au maître d'œuvre qui les signera à son tour.

Le maître d'œuvre les adresse ensuite aux entrepreneurs par tout moyen permettant de donner date certaine.

L'entrepreneur devra renvoyer immédiatement l'OS au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, après l'avoir signé.

Toutefois, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs aux cas suivants :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à une modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- à une interruption ou ajournement des travaux ;
- à une modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du maître de l'ouvrage.
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Une copie des ordres de service accompagné de toute justification utile doit être remise au maître de l'ouvrage qui doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du maître d'œuvre pourra être recherchée.

ARTICLE 9 : DELAIS

9.1 – DELAIS PREVISIONNELS GENERAUX

Les délais prévisionnels de démarrage des études d'Avant-projet (AVP) se situent vers le 2ème trimestre 2026 après notification du marché de maîtrise d'œuvre prévue courant mars. Le lancement de la procédure adaptée pour les marchés de travaux est prévu au 3ème trimestre 2026 et une attribution de ceux-ci au 4ème trimestre 2026 (août/septembre).

La date de démarrage des travaux se situe au plus tard dans les trois (3) mois suivant la notification du marché de travaux.

9.2 – DELAIS DE PRESENTATION DES LIVRABLES

Les délais souhaités de présentation des livrables figurent ci-après, sachant toutefois que le Maître d'œuvre doit faire figurer les délais sur lesquels il s'engage dans son Acte d'engagement.

PHASES	DELAIS ESTIMATIFS DE PRESENTATION DES LIVRABLES	VALIDATION MOA (DELAIS ESTIMATIFS)
Diagnostic	2 semaines	1 SEMAINE
Avant-projet	3 à 4 semaines	1 MOIS
Projet (pro)	2 semaines	2 semaines
ACT assistance pour la passation du ou des contrats de travaux	2 semaines pour la rédaction des pièces techniques 2 à 3 semaines pour l'analyse des offres	1 mois

PHASES	DELAIS ESTIMATIFS DE PRESENTATION DES LIVRABLES	VALIDATION MOA (DELAIS ESTIMATIFS)
VISA	5 jours à réception des documents	
La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET)	selon le planning travaux a raison d'un rendez-vous par semaine minimum.	
Assistance apportée lors des opérations de réception (AOR)	2 semaines	

9.3 – DELAIS DE VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE DES ENTREPRISES

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels et définitifs établis par les entrepreneurs et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel et le projet de décompte final devient le décompte final.

Le maître d'œuvre est tenu de préciser au Maître d'Ouvrage la date de réception des décomptes.

Le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au Maître de l'Ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'Entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuel présentés par les entreprises est fixé à 8 jours à compter de la remise de ces documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/5 000e du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.

9.4 – PROCES VERBAUX DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux après que l'entreprise chargée de l'organisation collective et matérielle du chantier aura avisé simultanément le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de cet achèvement.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 20 jour calendaire à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque contrat de travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jour calendaire à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur la réception. Si les délais fixés aux articles 41 à 43 du CCAG travaux ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 euros.

9.5 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Lorsque la prolongation de la durée du chantier a pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans les documents particuliers du marché, ou à défaut, par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

ARTICLE 10 : DECISIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais prévus à l'article 9.2.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, les prestations sont considérées comme rejetées. La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

☒ ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;

☒ réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;

☒ rejet. Par dérogation à l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marchés, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre.

La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant en ait été informé par écrit ou lors d'une réunion. Le maître d'œuvre dispose de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour conformer sa décision de rejet motivée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté les observations du maître d'œuvre. En cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché sans complément de rémunération.

Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le contrat est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 21 du présent document.

ARTICLE 11 : REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE

La rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites au présent marché. Ce forfait est **indépendant du coût définitif des travaux** et couvre l'ensemble de la mission, incluant les phases DIAG, AVP, PRO, ACT, DET, VISA, AOR et le suivi pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

Le forfait est établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit février 2026. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

La décomposition par éléments de mission figure à l'acte d'engagement. Le forfait est payable par phase selon l'achèvement des livrables définis dans le présent CCAP.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations. Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération. Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

Tout complément de rémunération éventuel relatif à des prestations supplémentaires indépendantes de la volonté du maître d'œuvre, pourra faire l'objet d'un avenant dûment autorisé par le Maître d'Ouvrage, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des lors que celui-ci ne modifie pas la nature du marché et n'en bouleverse pas l'économie.

En cas d'abandon exceptionnel du projet par le maître d'ouvrage (notamment en cas de décision en ce sens du conseil d'administration de la CAF ou de la CNAF dont les avis sont requis dans le cadre de ce projet, à l'issue de la phase Avant-projet), la mission du maître d'œuvre s'achèvera sans qu'il puisse émettre de réclamations à ce sujet. Il sera rémunéré pour les missions exécutées, livrées et validées par le maître d'ouvrage à cette date, selon les modalités prévues au marché. Les missions non exécutées ne donneront pas lieu à rémunération ni à indemnisation.

ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX

Le forfait ainsi fixé **ne pourra faire l'objet d'aucune révision, actualisation ou ajustement** pour quelque cause que ce soit, y compris évolution des coûts économiques, inflation, ou variations de charges pendant la durée de la mission.

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

ARTICLE 13 – AVANCE – ACOMPTE – SOLDE**13.1 – AVANCE**

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'acte d'engagement, et si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous. Cette avance est destinée à faciliter le démarrage de la mission et sera déduite progressivement des paiements effectués au titre du marché.

Le versement de l'avance sera subordonné à la constitution par le titulaire d'une **garantie à première demande** ou d'une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire ou organisme reconnu, correspondant à 100 % du montant de l'avance. Cette garantie restera en vigueur jusqu'au remboursement complet de l'avance par déduction sur les paiements ultérieurs. »

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- ☒ Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE,
- ☒ Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

13.2 – ACOMPTE

Le paiement du forfait du Maître d'œuvre s'effectuera par acomptes correspondant à l'achèvement des phases et livrables définis dans le CCTP. Le solde correspondant à la mission AOR et au suivi pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) sera versé à l'issue de la GPA, soit 12 mois à compter du PV de réception, indépendamment de la levée éventuelle de réserves par les entreprises. Chaque acompte sera versé sur présentation de facture et après validation du livrable par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 14 : LIQUIDATION DES DEPENSES**14.1 : REMISE DES DECOMPTES**

Les décomptes devront être établis et adressés par tout moyen permettant de donner date certaine à l'organisme contractant, à l'adresse mail suivante : michelle.tossou@caf92.caf.fr

14.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Sous réserve de la conformité de la demande de paiement, l'organisme dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit points.

14.3 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

14.4 : TAXES

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du fournisseur. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- ☒ de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
 - ☒ de la décision du maître d'ouvrage de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
 - ☒ du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levée à l'issue de la GPA,
 - ☒ des aléas et sujétions techniques imprévues ;
 - ☒ des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
 - ☒ des circonstances amenant le maître d'ouvrage à modifier les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
 - ☒ de la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.
- Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre*

Le montant de la rémunération est librement débattu entre les parties.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

En tout état de cause le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications ne sont pas substantielles quel qu'en soit le montant (voir R.2194-7 du CCP). Par ailleurs, les décisions entraînant une modification de plus ou moins 10% du marché initial sont réputées non substantielles.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

16.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE

La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le maître d'œuvre ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs » (article 3 al 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

Seules les missions ACT et AOR peuvent être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que le maître d'œuvre demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme contractant.

Le titulaire qui envisage de sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution de certaines prestations **devra en faire la demande au préalable à la CAF 92**

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

- . la nature des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

16.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 17 : PÉNALITÉS

Par dérogation aux articles 16.2.1, 16.2.2 et 16.2.4 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités de retard quel qu'en soit le montant. Le montant total des pénalités de retard appliqué au maître d'œuvre n'est pas plafonné. Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure. Celles-ci ne constituent pas la contrepartie d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, le maître d'œuvre encourt des pénalités, par jour calendaire de retard, fixées de la manière suivante :

- 100 € /jour de retard de l'élément de mission AVP ;
- 200 € /jour de retard de l'élément de mission PRO ;
- 150 € /jour de retard pour la remise de rapport d'analyse des offres.

– Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai fixé au CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

☒ pour les projets de décompte mensuels, à 100 € par jour calendaire de retard. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.

☒ pour les projets de décompte final, à 150 € par jour calendaire de retard.

– Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 300 € par jour calendaire de retard.

Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

– Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 150 € par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier dans les délais impartis, il sera appliqué une pénalité de 100 € par compte-rendu non diffusé.

En cas d'absence le suppléant devra connaître l'opération et être capable de gérer la réunion de chantier comme le titulaire. Dans le cas contraire, une pénalité forfaitaire de 150 € sera appliquée.

– Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté, défini comme le coût déterminé par le Maître de l'Ouvrage après achèvement de l'ouvrage égal au montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 2 du CCAP, le Maître d'œuvre supporte une pénalité, sachant toutefois que la pénalité ne peut porter **que sur le dépassement imputable à une insuffisance de conception, hors :**

- évolutions de programme décidées par le maître d'ouvrage,
- sujétions imprévues,
- modifications réglementaires postérieures,
- aléas de chantier non prévisibles à la conception.

En cas de dépassement imputable au maître d'œuvre au-delà de **241 500 € TTC**, une pénalité égale à **10 % du montant du dépassement constaté** sera appliquée.

– Pénalités en cas de retard dans l'instruction des réserves

Le suivi des réserves doit faire l'objet d'un traitement attentif de la part du maître d'œuvre.

Le fait de ne pas avoir contrôlé que l'exécution des travaux ayant fait l'objet de réserves n'a pas été menée à bonne fin dans les délais impartis dans l'EXE6 (Procès-verbal de réception des travaux) fait encourir au maître d'œuvre une pénalité forfaitaire de 200 €.

– Pénalités sur autres litiges d'exécution

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations notamment : absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations de l'acheteur etc., une pénalité forfaitaire de **100€** par manquement pourra être appliquée.

- Pénalités pour non-déclaration d'un sous-traitant

Une pénalité de 1500 € sera appliquée en cas de découverte d'une sous-traitance non déclarée et une pénalité de 200 € par jour jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par le titulaire, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

Le titulaire jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Par ailleurs, les documents, les renseignements et les autres informations transmis par la Caf des Hauts-de-Seine aux fins de l'exécution des prestations, objet du présent marché, ou à l'occasion de celle-ci, sont la propriété entière et exclusive de l'organisme contractant. Le prestataire ne saurait notamment se prévaloir d'un quelconque droit d'usage ou d'une quelconque licence sur ces documents, renseignements ou informations communiqués, qu'il s'agisse de leur forme ou de leur contenu.

ARTICLE 19 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de l'organisme contractant, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'Acte d'Engagement du marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'organisme contractant.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement des prestations. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

ARTICLE 20 : ASSURANCE

Le maître d'œuvre est tenu de souscrire une police auprès d'une compagnie d'assurance dûment agréée par la Direction des Assurances afin de garantir sa responsabilité décennale. Sa police devra comporter des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

De plus, le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

ARTICLE 21 : RESILIATION

Il sera fait application des articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-MOE est fixé à 2%.

L'acheteur peut décider, au terme de chacun des éléments de mission, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant. La décision d'arrêter l'exécution de prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Le marché pourra également être résilié dans le cas où le Maître d'Œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du budget alloué par le maître d'ouvrage ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

De même, sans attendre la consultation des entreprises, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché sans indemnité, dès l'AVP, si les estimations du Maître d'Œuvre ne sont pas compatibles avec les crédits dont dispose le Maître de l'Ouvrage pour la réalisation projetée et qui ont été portés à la connaissance du Maître d'Œuvre avant la signature du marché.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 22 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 dudit code est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

ARTICLE 23 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 24 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur le site **e-attestations.fr** (pas d'envoi par mail) mise à sa disposition gratuitement par l'organisme contractant. Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 25 : LANGUE

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

ARTICLE 26 : LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourrait être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

ARTICLE 27 : DEROGATIONS

Il est fait dérogation au CCAG MOE aux articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-MOE	Objet
4.1	4.1	Ordre des pièces contractuelles
8.1.2	3.8.2	Effet des ordres de service
10	21.4.1	Décisions du maitre d'Ouvrage
17	16	Pénalités
